

Les manifestations de Varsovie

Les manifestations ont visiblement été de deux sortes différentes. D'abord celles composées essentiellement d'étudiants et ensuite une manifestation de jeunes démolis qui ont profité des premières pour exprimer leur désespoir. Il serait utile d'examiner pourquoi une telle couche de jeunes « voyous » existe dans un Etat ouvrier. Sans excuser leurs exactions ni surtout le fait que des réactionnaires peuvent utiliser leur violence « apolitique », on ne peut se contenter de les mépriser et de les traiter de voyous.

Tout d'abord il faut saisir ce qu'expriment politiquement les manifestations d'étudiants... On sait que l'interdiction du journal *Po Prostu* en a été la cause immédiate. Cela seul donne déjà plus qu'une indication sur leur signification politique. *Po Prostu* a été à l'avant-garde de la préparation de la Révolution politique d'octobre 56. Ses études, ses enquêtes, ses polémiques sur les exactions, la gabegie et les privilèges de la bureaucratie stalinienne et sur la misère des travailleurs en avaient fait un des étendards de la Révolution. Cette réputation lui est restée et la continuation de ses critiques des concessions de Gomulka envers la bureaucratie « libérale », de son opposition aux revendications ouvrières et de ses restrictions aux libertés ouvrières, lui avait gardé sa place à gauche après Octobre. Quelles que soient les confusions politiques qui y subsistaient ce n'est pas seulement l'interdiction

d'un journal en général qui a soulevé les étudiants, mais l'interdiction de ce journal particulier symbolisant une opposition de gauche. C'est ce symbole plus encore que la liberté de la presse que les étudiants ont voulu défendre. Un autre journal étudiant *Horizonty* avait été saisi il y a quelques mois sans soulever de manifestation.

L'interdiction de *Po Prostu* et la riposte des étudiants révèlent un problème politique du plus haut intérêt, celui du regroupement d'une nouvelle avant-garde réellement communiste en Pologne. D'une part si le gouvernement a interdit *Po Prostu* c'est qu'il n'avait réussi ni à briser par la menace ni à corrompre par des concessions matérielles au moins une grande partie du noyau de jeunes intellectuels communistes qui le rédigeaient. Si *Po Prostu* a été interdit c'est que, malgré un certain nombre de succès (on cite des capitulations lamentables) le centre gomulviste n'a pas totalement triomphé. Une gauche subsiste chez les intellectuels.

Elle subsiste aussi chez les étudiants et c'est ce qui explique leurs manifestations. Les étudiants polonais, à la différence de ceux des pays capitalistes, sont maintenant en grande majorité d'origine ouvrière et paysanne. Ils ont gardé des liens solides avec leur classe. De plus leur avant-garde a également joué un rôle propagandiste et pratique de la plus haute importance

en Octobre. Ils ne se contentèrent pas d'une agitation estudiantine mais allèrent porter la parole de révolte et d'espoir dans les usines, dans les quartiers, dans les foyers ouvriers. Atelier par atelier ils contribuèrent pratiquement à organiser le soulèvement. Après Octobre les meilleurs continuèrent à chercher le vrai léninisme et à l'appliquer: « Jusqu'à maintenant nous avons appris le marxisme, désormais nous l'étudions ».

Gomulka a réussi. Les étudiants malgré leurs liens avec les travailleurs ont été isolés. C'est cet isolement des masses qui a permis aux « hooligans » de les déborder. *Po Prostu* dont le succès dépassait de loin le cercle des lecteurs étudiants n'a été défendu activement que par ceux-ci. Tout cela est également significatif. C'est la confirmation qu'une coupure s'est opérée entre l'avant-garde ouvrière et l'avant-garde politique dont une bonne partie était composée de ces intellectuels communistes de gauche. Gomulka a personnifié Octobre et c'est derrière lui que se sont regroupées les masses ouvrières. Mais ce qui, à plus long terme, est devenu la raison essentielle de cette séparation entre la gauche et les travailleurs, c'est surtout le fait que la gauche après Octobre n'a pas présenté un programme revendicatif et politique d'ensemble, clair et capable d'offrir une solution aux travailleurs qui demeuraient insatisfaits. Le regroupement de la gauche sur un tel programme devient aujourd'hui une nécessité absolue et on peut compter que les meilleurs éléments communistes, ouvriers, intellectuels, étudiants, le formuleront en s'appuyant notamment sur le programme adopté par le 5^e Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Qu'ils puissent retrouver une nouvelle liaison encore plus solide avec la classe ouvrière est montré par les événements: la grève de Lodz et aussi le fait que durant les récentes manifestations, les ouvriers de Zeran et des principales entreprises ont refusé de collaborer avec la police contre les étudiants.

J. PRIVAS.

Succès et contradictions de la société soviétique

Les contradictions de la société soviétique ont été éclairées à quelques jours d'intervalle par l'annonce de deux nouvelles sensationnelles: le lancement du satellite artificiel de la terre, et l'annulation du 6^e plan quinquennal.

Les prétentions stalinienues sur l'origine russe des principales inventions du passé étaient ridicules. Par contre, les résultats obtenus à présent par la science et la technique soviétiques attestent l'extraordinaire développement de la société créée il y a 40 ans par la victoire de la Révolution d'Octobre. Les hommes du capitalisme ont un sourire jaune. Instinctivement, les travailleurs, les peuples coloniaux y voient une victoire pour eux.

Les progrès de la science et de la technique soviétique portent le plus cinglant démenti à l'argument capitaliste par excellence que seuls le profit privé, l'intérêt personnel peuvent assurer le progrès. La « free entreprise » est battue par la planification et la propriété collective des moyens de production et d'échange.

Mais l'annulation du plan quinquennal en cours atteste que, malgré des succès remarquables, contrairement aux schémas des staliniens et des post-staliniens, tout ne va pas bien dans le meilleur des mondes.

L'annonce officielle de l'annulation du plan expliquait la mesure par le fait que la situation nouvelle permettrait de faire mieux que prévu. S'il en était vraiment ainsi, on aurait continué le plan, pour entendre une fois de plus que les plans avaient été dépassés, ou réalisés dans un temps moindre.

En vérité, le gouvernement soviétique avait déjà procédé voici quelques mois à des rajustements des objectifs du plan en vue de les réduire. Ces rajustements se sont montrés insuffisants. Le plan a été atteint tout d'abord par les événements de Pologne et de Hongrie qui ont obligé les gouvernements soviétiques à modifier leurs rapports avec les « démocraties populaires » (que devient dans cela la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays?). La réorganisation de l'industrie soviétique ne peut pas ne pas se produire sans à-coups. Mais événements de Pologne et de Hongrie, et réorganisation de l'industrie soviétique ont pour cause première les exigences des masses laborieuses en face du sort qui leur était fait par la bureaucratie régnante.

L'annonce du prochain plan indique que l'on fera plus et mieux pour les masses. Vous aurez du marxisme beurré, leur dit Khrouchtchev — propos tout à fait révélateurs non seulement des aspirations des masses à un mieux-être mais aussi de la façon dont les bureaucrates envisagent la question. Pour eux, il s'agit de réorganiser la production pour faire une place un peu plus grande à la consommation des masses. Mais c'est eux qui décideront. Ce qui ne peut entrer dans la tête de ces bureaucrates — et pour cause — c'est que les masses puissent avoir une volonté à elles et entendent décider elles-mêmes l'orientation de l'économie soviétique, et par conséquent de toute la société soviétique. Khrouchtchev montre qu'un bureaucrate qui s'aperçoit que la violence contre les masses ne peut plus être employée sans danger peut devenir « paternaliste » à l'égard des masses, mais n'a nullement l'intention de sacrifier ses prérogatives, surtout celle du pouvoir politique, pour faire place à la démocratie soviétique.

Or la démocratie soviétique est devenue une exigence économique. A la rigueur, tant qu'il s'agissait surtout d'établir une industrie lourde, nombre de problèmes dépendaient essentiellement des avis des « spécialistes ». Mais, dès que l'essentiel de l'économie vise à satisfaire les besoins des grandes masses, qui mieux qu'elles pourrait déterminer ce qu'il faut produire, en quelle quantité, dans quelle qualité? Ce qui vient s'ajouter au fait non moins décisif que les travailleurs soviétiques d'aujourd'hui se sentent très qualifiés pour assurer la gestion des entreprises dans lesquelles ils travaillent. Qu'on l'aborde par la production ou la consommation, l'économie soviétique se trouve maintenant dans des conditions où les masses se sentent bien mieux qualifiées que les bureaucrates pour décider. Dans la mesure encore grande où elles ont besoin de bureaucrates, elles ne se trouvent plus obnubilées par leur « savoir »; elles ne veulent plus les considérer que comme des techniciens à leur service.

Les progrès techniques ont créé une situation qui ne peut être résolue par des rajustements économiques seulement; ils ne le seront que par de profonds bouleversements politiques, par une révolution qui rétablira la démocratie soviétique. VERS un nouveau gouvernement travailliste

Infâme condamnation de DJILAS

Pour la troisième fois Djilas est condamné par un tribunal de la République yougoslave, et pour la troisième fois nous nous trouvons en face d'une iniquité.

Cette fois-ci, Djilas a reçu sept ans de prison, la perte de ses droits civiques pour 5 ans et la perte de toutes ses décorations. Ce dernier point n'aurait aucune importance s'il n'était pas une façon de vouloir maquiller le passé à la manière stalinienne. La condamnation a été prononcée en raison du dernier livre de Djilas: « La nouvelle classe », qui a été publié à New-York et à Londres.

Répetons ce que nous avons déjà écrit au sujet de ce livre: c'est une œuvre profondément révisionniste, inférieure à divers essais du même genre, en ce sens qu'elle est moins bien argumentée et qu'elle ferme les yeux devant les bouleversements récents.

Le livre de Djilas exigeait une condamnation sous la forme d'une réponse politique et non la condamnation d'un tribunal par des magistrats aux ordres. Peu après la rupture entre Moscou et Belgrade, Djilas avait été le théoricien de toute la direction yougoslave qualifiant l'U.R.S.S. de « capitalisme d'Etat ». Les dirigeants yougoslaves ont fait le silence sur ces questions au fur et à mesure que des accords se dessinaient avec Moscou: en face de leur ancien camarade ils ne voient comme solution que la répression. Au début Djilas avait été légèrement condamné, mais ses anciens amis se sont ingéniés à le pousser au désespoir et maintenant la machine à condamner a fonctionné à plein.

De partout les contestations doivent s'élever contre l'emploi de la répression pour régler des différends politiques et théoriques, et exiger la libération de Djilas.